



Les Français et la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives

Ifop pour l'Action des Citoyens pour le
Désarmement Nucléaire



JF N° 119460

Contact Ifop :

Jérôme Fourquet

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

TEL : 01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

SEPTEMBRE 2022

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les résultats de l'étude.....	4
Le souhait que la France négocie un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives	5
Le soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur l'abolition des armes nucléaires et radioactives	8

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 011** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 20 au 21 septembre 2022.

Retrouvez gracieusement les sondages et analyses publiés de l'Ifop sur :

Nos applications mobiles



Android



iPhone / iPad

Notre site Internet



www.ifop.com

Les réseaux sociaux



@IfopOpinion



Ifop Opinion

Ifop pour l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire

2

Les Français et la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives ■ Septembre 2022

Précision relative aux marges d'erreur

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Taille de l'échantillon	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
5 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
8 000	0,5	0,7	0,9	1,0	1,1	1,1
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1 000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les résultats de l'étude

Le souhait que la France négocie un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives

Question : Aujourd'hui, près de 13 000 bombes atomiques menacent la vie sur terre. D'après l'ONU, tout Etat qui les emploierait « doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'Humanité et commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation » (Résolution du 24 novembre 1961). D'après le Traité de Non-Prolifération ratifié par la France en 1992, les Etats dotés d'armes nucléaires sont tenus de négocier l'élimination complète de ces armes et tous les Etats d'y renoncer définitivement.

La Cour Internationale de Justice unanime a confirmé le 8 juillet 1996 qu'« il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace ».

Pourtant les Etats nucléaires ne se sont jamais réunis pour négocier dans ce but et refusent de désarmer unilatéralement. Il leur reste donc à négocier un traité d'abolition, engageant à la fois l'élimination totale, méthodique et contrôlée des armes existantes et leur interdiction universelle et définitive.

Voulez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?

	Rappel 2-3 mai 2018 ¹ (%)	Ensemble des Français 20-21 septembre 2022 ² (%)
Oui	85	71
Non	15	29
TOTAL	100	100

¹ Etude Ifop pour ACDN, réalisée du 2 au 3 mai 2018, par questionnaire auto-administré en ligne, auprès d'un échantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

² La question posée aux sondés est la même qu'en 2018. Son introduction a été légèrement actualisée (nombre de têtes nucléaires subsistantes, position des Etats nucléaires).

Attention : l'administration du sondage a coïncidé avec le discours de Vladimir Poutine enregistré à Moscou et annoncé le 20 septembre, diffusé le 21 septembre au matin et immédiatement répercuté dans les médias. Les évolutions sont donc à interpréter en tenant compte de ce contexte.

Le souhait que la France négocie un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives

	Oui	Non
ENSEMBLE	71	29
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)		
Homme	68	32
Femme	74	26
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)		
TOTAL Moins de 35 ans	62	38
.. 18-24 ans	63	37
.. 25-34 ans	62	38
TOTAL 35 ans et plus	74	26
.. 35-49 ans	65	35
.. 50-64 ans	77	23
.. 65 ans et plus	79	21
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)		
Actif	70	30
.. Catégorie supérieure	71	29
.. Artisan ou commerçant	72	28
.. Cadre et prof. int. sup.	71	29
.. Profession intermédiaire	80	20
.. Catégorie populaire	65	35
.. Employé	60	40
.. Ouvrier	72	28
Inactif	72	28
.. Retraité	77	23
.. Autre inactif	64	36
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)		
Dirigeant d'entreprise	73	27
Salarié	70	30
.. Salarié du secteur privé	69	31
.. Salarié du secteur public	73	27
Chômeur	68	32
REVENU MENSUEL (par pers. au foyer)		
Cat. aisée (plus de 2 500 €)	71	29
Classe moyenne sup. (1 900 à 2 500 €)	71	29
Classe moyenne inf. (1 300 à 1 900 €)	76	24
Cat. modeste (900 à 1 300 €)	68	32
Cat. pauvre (moins de 900 €)	65	35
NIVEAU D'ÉDUCATION		
Diplôme supérieur	72	28
1er cycle (DEUG, licence LMD)	72	28
Baccalauréat	68	32
CAP / BEP	74	26
Pas de diplôme / CEP / BEPC	69	31
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Agglomération parisienne	68	32
Com. urbaines de province	69	31
Communes rurales	79	21
RÉGION		
Île-de-France	69	31
Province	71	29

	Oui	Non
ENSEMBLE	71	29
PROXIMITÉ POLITIQUE		
TOTAL Gauche	79	21
. Dont La France insoumise	79	21
. Dont Parti socialiste	75	25
. Dont Europe Écologie Les Verts	83	17
TOTAL Majorité présidentielle	79	21
. Dont La République en marche	84	16
TOTAL Droite	72	28
. Dont Les Républicains	72	28
TOTAL Reconquête et RN	61	39
. Dont Reconquête	62	38
. Dont Rassemblement National	60	40
Sans sympathie partisane	67	33
VOTE A LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	79	21
Emmanuel Macron	77	23
Valérie Pécresse	72	28
Marine Le Pen	64	36
Éric Zemmour	57	43

Le soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur l'abolition des armes nucléaires et radioactives

Question : D'après la Constitution française, pour qu'un référendum d'origine parlementaire et citoyenne soit organisé, une proposition de loi doit être déposée par au moins un cinquième du Parlement (soit 185 députés ou sénateurs sur 925) puis recueillir en neuf mois le soutien de 10 % des électeurs inscrits, transmis par voie électronique ou sur papier déposé à la mairie.

Une proposition de loi organisant un référendum sur la question à laquelle vous venez de répondre est soumise aujourd'hui à l'ensemble des parlementaires.

Si 20 % des parlementaires la signent, pensez-vous que vous apporterez votre soutien à cette proposition de loi pour que le référendum puisse avoir lieu ?

	Rappel 2-3 mai 2018 ³	Ensemble des Français 20-21 septembre 2022 ⁴
	(%)	(%)
TOTAL Oui	82	70
. Oui, certainement	31	22
. Oui, probablement	51	48
TOTAL Non	18	30
. Non, probablement pas.....	15	21
. Non, certainement pas.....	3	9
TOTAL	100	100

³ Etude Ifop pour ACDN, réalisée du 2 au 3 mai 2018, par questionnaire auto-administré en ligne, auprès d'un échantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁴ La 2e question du sondage de septembre 2022 et son introduction sont identiques à celles de mai 2018.

Le soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur l'abolition des armes nucléaires et radioactives

	TOTAL Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	TOTAL Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas
ENSEMBLE	70	22	48	30	21	9
SEXE DE L'INTERVIEWÉ(E)						
Homme	69	23	46	31	21	10
Femme	71	21	50	29	21	8
ÂGE DE L'INTERVIEWÉ(E)						
TOTAL Moins de 35 ans	65	18	47	35	23	12
.. 18-24 ans	64	13	51	36	25	11
.. 25-34 ans	65	21	44	35	21	14
TOTAL 35 ans et plus	72	23	49	28	20	8
.. 35-49 ans	66	22	44	34	26	8
.. 50-64 ans	73	24	49	27	21	6
.. 65 ans et plus	77	23	54	23	14	9
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ(E)						
Actif.....	69	23	46	31	24	7
.. Catégorie supérieure	74	22	52	26	21	5
.. Artisan ou commerçant.....	73	20	53	27	18	9
.. Cadre et prof. int. sup.	75	24	51	25	23	2
.. Profession intermédiaire.....	77	31	46	23	16	7
.. Catégorie populaire	62	19	43	38	29	9
.. Employé	60	19	41	40	32	8
.. Ouvrier	64	19	45	36	25	11
Inactif.....	72	21	51	28	17	11
.. Retraité.....	76	23	53	24	15	9
.. Autre inactif.....	63	16	47	37	21	16
STATUT DE L'INTERVIEWÉ(E)						
Dirigeant d'entreprise	82	25	57	18	14	4
Salarié	67	22	45	33	25	8
.. Salarié du secteur privé.....	64	18	46	36	29	7
.. Salarié du secteur public.....	74	31	43	26	16	10
Chômeur	59	13	46	41	29	12
REVENU MENSUEL (par pers. au foyer)						
Cat. aisée (plus de 2 500 €)	70	30	40	30	24	6
Classe moyenne sup. (1 900 à 2 500 €).....	70	23	47	30	21	9
Classe moyenne inf. (1 300 à 1 900 €)	72	23	49	28	23	5
Cat. modeste (900 à 1 300 €)	74	20	54	26	17	9
Cat. pauvre (moins de 900 €)	61	21	40	39	22	17
NIVEAU D'ÉDUCATION						
Diplôme supérieur	70	30	40	30	23	7
1er cycle (DEUG, licence LMD).....	75	21	54	25	20	5
Baccalauréat.....	63	21	42	37	26	11
CAP / BEP	68	15	53	32	23	9
Pas de diplôme / CEP / BEPC.....	73	25	48	27	15	12
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Agglomération parisienne	64	23	41	36	24	12
Com. urbaines de province	70	23	47	30	22	8
Communes rurales	73	16	57	27	17	10
RÉGION						
Île-de-France	66	21	45	34	22	12
Province	71	22	49	29	21	8

	TOTAL Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	TOTAL Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas
ENSEMBLE	70	22	48	30	21	9
PROXIMITÉ POLITIQUE						
TOTAL Gauche	80	26	54	20	14	6
. Dont La France insoumise	86	28	58	14	10	4
. Dont Parti socialiste	75	30	45	25	17	8
. Dont Europe Écologie Les Verts	77	25	52	23	17	6
TOTAL Majorité présidentielle	71	18	53	29	26	3
. Dont La République en marche	75	16	59	25	22	3
TOTAL Droite	69	23	46	31	26	5
. Dont Les Républicains	67	23	44	33	27	6
TOTAL Reconquête et RN	63	24	39	37	24	13
. Dont Reconquête	71	34	37	29	18	11
. Dont Rassemblement National	62	23	39	38	24	14
Sans sympathie partisane	65	19	46	35	22	13
VOTE A LA PRÉSIDENTIELLE 2022 (1er tour)						
Jean-Luc Mélenchon	81	28	53	19	14	5
Emmanuel Macron	76	16	60	24	18	6
Valérie Pécresse	60	20	40	40	36	4
Marine Le Pen	69	26	43	31	20	11
Éric Zemmour	66	24	42	34	25	9